



FLASH MAI 2019 / N°4/19

Publication mensuelle sur l'état de la conjoncture ivoirienne

DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES
STATISTIQUES ÉCONOMIQUES (DPPSE)**SYNTHÈSE****Tous les chiffres sont à fin mai 2019 sauf indications contraires, Valeurs en FCFA*****Incertitude sur la croissance économique mondiale***

Au niveau **mondial**, la dynamique de l'économie a montré des signes d'essoufflement en début d'année 2019. Ainsi, la croissance devrait décélérer, sur fond de persistance des tensions commerciales et géopolitiques. Les échanges et l'investissement ont ralenti, en particulier en Europe et en Asie. Cette évolution est en lien avec la baisse de la confiance des entreprises et des consommateurs.

Dans l'ensemble, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,3% cette année après 3,6% en 2018, avant de repartir à la hausse pour atteindre 3,6 % en 2020.

En **Afrique subsaharienne**, malgré un environnement extérieur moins favorable, la progression du PIB devrait se renforcer en se situant à 3,5% en 2019¹ contre 3,0% en 2018. Les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) devraient enregistrer dans l'ensemble une croissance de +6,7% après +6,6% en 2018, grâce à une demande intérieure soutenue.

Le **marché des matières premières** a été morose en moyenne sur les cinq (05) premiers mois de l'année 2019 par rapport à la période correspondante de 2018. Il a enregistré la baisse des cours des principaux produits, notamment du cacao (-4,2%), du café (-14,3%), de l'or (-2,2%), du pétrole brut (-5,1%) et de l'huile de palme (-19,6%). Par contre, le cours du caoutchouc (+5,4%) s'est accru.

Sur le **marché des changes**, en moyenne sur la période sous revue, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar américain (-7,3%), à la livre sterling (-1,1%), au yuan renminbi (-1,3%) et au yen (-5,7%). Cette évolution s'explique par les difficultés de l'industrie automobile en Allemagne, la crise de la dette en Italie, la crise des gilets jaunes en France et la montée du populisme. A contrario, la monnaie européenne s'est renforcée par rapport au rand sud-africain (+8,1%).

Le **secteur primaire** a connu une orientation favorable grâce à la mise en œuvre du deuxième Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2) couvrant la période 2018-2025. Il a enregistré la hausse des productions d'ananas (+11,2%), de banane (+23,6%), de coton (+29,5%) et de sucre (+0,7%). De même, la production cacaoyère devrait maintenir sa tendance haussière observée au premier trimestre 2019 (+3,1%). En effet, les exportations de cacao fèves ont augmenté de 1,6% à fin mai 2019 après avoir enregistré une baisse de 2,3% à fin avril 2019. A l'inverse, le volume commercialisé d'anacarde a accusé un repli de 30,9%.

Dans le **secteur secondaire** à fin avril 2019, la production industrielle s'est consolidée avec un accroissement de 5,8% après +2,7% à fin mars 2019. Elle a bénéficié principalement de l'accélération de l'activité des industries manufacturières (+4,0% contre +1,1% à fin mars 2019), des industries extractives (+19,3% après 13,4% à fin mars 2019) et de la branche « électricité, gaz et eau » (+5,1% après +4,4% à fin mars 2019). De même, le rythme de progression de l'indicateur avancé du BTP s'est

¹ Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne, avril 2019

situé à 6,8%, largement au-dessus de la réalisation de +0,6% à fin mars 2019. Il tire avantage de l'accélération de la réalisation des infrastructures publiques.

L'augmentation de la consommation d'électricité de moyenne tension de 6,4% à fin mai 2019 augure du maintien à la hausse de la production industrielle au terme des cinq (5) premiers mois de l'année en cours.

Le **secteur tertiaire** a maintenu son dynamisme à fin mai 2019, porté par le commerce de détail et l'ensemble des composantes du transport. En effet, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) (+8,1%), le nombre de passagers dans le transport aérien (+5,5%), le trafic global de marchandises dans le ferroviaire (+2,3%) et dans le maritime (+15,4%) ainsi que le transport terrestre (+7,8%) se sont accrus. Toutefois, le chiffre d'affaires des télécommunications s'est contracté (-4,0%)

En moyenne sur la période sous revue, **les prix à la consommation** ont enregistré une hausse modérée de 0,7%, résultant du faible renchérissement des produits alimentaires de 0,7% et des produits non alimentaires de 0,6%. La progression modérée des prix des produits alimentaires s'explique principalement par le bon approvisionnement des marchés en produits vivriers. En moyenne sur les douze (12) derniers mois, le taux d'inflation s'est situé à 0,7%, largement en dessous de la norme communautaire fixée à 3%.

La situation des **finances publiques** à fin mai 2019 a été marquée par un accroissement des recettes et des dépenses par rapport au niveau de mai 2018.

Les recettes et dons ont connu un accroissement de 60,2 milliards par rapport à la même période en 2018 pour s'établir à 2049,7 milliards. Cette progression des recettes est imputable à une bonne mobilisation des recettes fiscales intérieure (+54,0 milliards) et des recettes douanières (+21,3 milliards).

En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 2297,8 milliards, en amélioration de 134,3 milliards par rapport au niveau de mai 2018. Cette orientation est attribuable principalement à une augmentation des dépenses courantes (+48,8 milliards), des intérêts de la dette (+85,9

milliards) et des dépenses d'investissement (+23,4 milliards) et de sécurité (+5,8 milliards).

Il en découle un solde primaire de base excédentaire de 128,9 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 248,1 milliards. Ce déficit budgétaire est financé par un recours au marché monétaire et financier pour un montant de 741,2 milliards.

Dans le secteur de **l'emploi formel**², le nombre de salariés a progressé de 5,6% pour s'afficher à 1 044 148. S'agissant des créations brutes d'emploi dans le secteur privé formel, les nouvelles immatriculations se sont affichées à 35 633 sur la période sous revue contre 36 891 à la même période de 2018.

Les **échanges extérieurs de marchandises hors biens exceptionnels** ont été caractérisés en valeur par une hausse des exportations (+7,3%) et des importations (+11,6%). Les exportations ont enregistré une hausse en valeur des ventes de produits issus de l'agriculture industrielle et d'exportation (+2,0%), de produits de la première transformation (+20,0%) et de produits miniers (+41,1%). En ce qui concerne les importations en valeur, elles se sont accrues sous l'effet des achats de biens de consommation (+10,5%) et des biens intermédiaires (+24,4%). Il ressort de ces évolutions un solde commercial excédentaire de 673,9 milliards, en retrait toutefois de 6,9% comparativement à l'excédent réalisé à fin mai 2018.

La **situation monétaire** a été caractérisée par un accroissement de la masse monétaire au sens large (M2) de 9,1% pour se situer à 9 890,2 milliards en raison de la hausse des crédits intérieurs (+1 497,4 milliards ; +18,8%) et de la baisse des actifs extérieurs nets (-644,2 milliards ; -24,1%).

En ce qui concerne **l'activité bancaire** sur les cinq (05) premiers mois de l'année en cours, les escomptes d'effets de commerce et les dépôts ont enregistré des hausses respectives de 3,0% (+12,4 milliards) et de 1,5% (+12,4 milliards) tandis que les nouvelles mises en place de crédits se sont repliées de 2,3% (-46,6 milliards). La durée moyenne des crédits s'est établie à 23,9 mois, en hausse de 2,6 mois comparée à la période correspondante de 2018. Le taux moyen appliqué aux nouvelles mises en place de crédits

² Données de la Solde et de la CNPS

ordinaires a progressé de 0,3 point de pourcentage pour atteindre 6,5%.

La **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières** (BRVM) a été marquée par le fléchissement des indices BRVM 10 et BRVM composite respectivement de 22,5% et de 25,9%, en lien avec la baisse de l'ensemble des indices sectoriels. La capitalisation boursière composite a décliné également de 10,3% sous l'effet conjugué de la contraction de la capitalisation du marché des actions de 21,0% et de l'augmentation de la capitalisation du marché des obligations de 9,7%. Les prises de bénéfices des investisseurs, la désaffection des petits porteurs et l'attractivité du marché obligataire expliqueraient la baisse des indices boursiers.

En conclusion, l'activité économique se renforce grâce à l'accélération de l'activité industrielle et du BTP. En outre, les secteurs primaire et tertiaire maintiennent leur dynamisme. Par ailleurs, les prix à la consommation demeurent maîtrisés et le déficit budgétaire reste contenu. Cette orientation favorable de l'activité devrait se maintenir sur le reste de l'année grâce à l'exécution des grands projets publics d'infrastructures, la poursuite des investissements dans l'industrie et la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv).

CONTEXTE ECONOMIQUE

Incertitude sur la croissance économique mondiale

Au niveau mondial, la dynamique de l'économie a marqué le pas en début d'année 2019 et la croissance devrait connaître une décélération, sur fond de persistance des tensions commerciales et d'incertitudes entourant la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (UE). Les échanges et l'investissement ont fortement ralenti, en particulier en Europe et en Asie, du fait notamment de la baisse de la confiance des entreprises et des consommateurs.

Le FMI, dans ses prévisions d'avril 2019, indique un taux de croissance de l'économie mondiale de +3,3% en 2019 contre +3,6% en 2018.

Dans les **pays avancés**, au deuxième trimestre 2019, le PIB le rythme ralentirait, mais demeurerait en hausse de 0,3% par rapport au trimestre précédent.

Aux **Etats-Unis**, en dépit d'une baisse des exportations, l'économie progresserait de 0,4% en variation trimestrielle, soutenue par la consommation privée et les dépenses publiques.

Dans la **zone euro**, la production serait en hausse de 0,3% au deuxième trimestre, mais en ralentissement par rapport au premier trimestre 2019 (+0,4%). La hausse de l'activité de la zone euro provient notamment de l'**Allemagne** (+0,2%), de la **France** (+0,3%), de l'**Espagne** (+0,6%) et de l'**Italie** (+0,2%). L'économie de la zone est impulsée par

des soutiens budgétaires depuis le début de l'année, mais pâtit de facteurs défavorables, principalement des incertitudes qui entourent le Brexit et la crise de la dette en Italie.

L'inflation est prévue à 1,5% en 2019 après 1,4% en 2018. Quant au taux de chômage, il se situerait à 7,6% en baisse de 0,2 point de pourcentage.

L'activité économique au **Royaume-Uni** est restée stable (+0,0%) au deuxième trimestre 2019 en variation trimestrielle après accroissement de 0,5% au premier trimestre 2019. Cette stabilisation résulterait de l'effet conjugué du dynamisme des exportations ainsi que de la décélération de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises.

Au Japon, le PIB croîtrait de 0,2% au deuxième trimestre 2019. L'économie japonaise bénéficierait de la reprise de la consommation des ménages, de la poursuite de l'investissement et du redressement des exportations.

Au **Canada**, le PIB réel pourrait se bonifier d'environ 2,0% au deuxième trimestre 2019, en glissement annuel, après +0,4% au premier trimestre 2019 selon « Statistique Canada ». Ce rebond de l'activité proviendrait de la reprise des marchés du logement et du rétablissement des exportations.

Dans les **économies émergentes et en développement**, le rythme de progression de l'activité économique au deuxième trimestre 2019, par rapport à la

période correspondante de 2018 serait favorable. En **Chine**, la croissance se situerait à +1,6% stimulée par la demande intérieure et l'investissement immobilier. En **Inde**, malgré un léger ralentissement au deuxième trimestre imputable à une moindre performance de la branche manufacturière, l'activité économique resterait dynamique. En **Russie**, la production rebondirait au deuxième trimestre (+0,5%) en lien avec le redressement des cours du pétrole brut. Au **Brésil**, après une progression de 0,4% au premier trimestre 2019, le PIB devrait enregistrer une hausse modérée au deuxième trimestre 2019, freiné par l'attentisme des investisseurs au sujet de la réforme des retraites et par le ralentissement du commerce mondial.

En **Afrique subsaharienne**, malgré un environnement extérieur moins porteur, la croissance du PIB devrait passer de +3,0% en 2018 à +3,5% en 2019³.

La croissance **nigériane**, qui a été de +1,9% en 2018, devrait atteindre +2,1% en 2019 sous l'impulsion du redressement de la production pétrolière et d'une reprise de l'activité dans le reste de l'économie, après l'élection présidentielle.

L'économie **sud-africaine** devrait croître de 1,2% en 2019 après 0,8% en 2018 grâce à l'amélioration progressive de la confiance des milieux d'affaires et des consommateurs ainsi qu'à la réduction des incertitudes entourant la politique économique.

En 2019, les pays de **l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)** devraient enregistrer

dans l'ensemble, une croissance de +6,7% après +6,6% en 2018 soutenue par une demande intérieure robuste. La Côte d'Ivoire avec un taux de croissance attendu en 2019 à 7,5% après 7,4% en 2018 réaliserait la plus forte performance au sein de l'Union.

Morosité du marché des matières premières

Le marché des matières premières a enregistré, en moyenne sur les (05) cinq premiers mois de l'année 2019, un fléchissement des cours de la plupart des produits par rapport à la période correspondante de 2018. Il s'agit notamment du cacao (-4,2%), du café (-13,1%), du maïs (-1,3%), de l'or (-2,2%), du pétrole brut (-5,1%), du gasoil (-1,9%), du riz blanchi (-7,0%), de l'huile de palme (-19,6%) et du sucre (-2,3%). Par contre, le cours moyen du caoutchouc est remonté de 5,4%.

En évolution mensuelle, le cours du pétrole brut est resté à 71,2 dollars en mai 2019 tout comme en avril 2019. L'impact de la politique de réduction de l'offre mondiale mise en place par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) afin d'accroître les cours, a été annihilé par l'augmentation des stocks de pétrole brut aux Etats-Unis avec 476 millions de barils à fin mai.

Dépréciation de l'euro par rapport aux principales monnaies

Sur le marché des changes, en moyenne sur la période de janvier à mai 2019, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar américain (-7,3%), à la livre sterling (-1,1%), au yuan renminbi (-1,3%), au yen (-5,7%) et

³ Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne, avril 2019

au dollar canadien (-2,7%). En revanche, la monnaie de la zone euro s'est appréciée par rapport au rand sud-africain (+8,1%). Cette évolution globale de l'euro résulte de plusieurs facteurs défavorables qui pèsent sur l'économie de la zone. Il s'agit principalement du ralentissement de la progression de l'activité, des incertitudes qui entourent le Brexit et de la crise économiques en Italie.

En évolution mensuelle, la monnaie unique européenne s'est appréciée par rapport à la livre sterling (+1,2%), au yuan renminbi (+1,7%), au rand sud-africain (+1,5%) et s'est dépréciée par rapport au dollar américain (-0,5%).

Renforcement de l'activité économique nationale

Au plan national, l'activité économique a continué de bénéficier de la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 et de l'entrée dans une phase d'opérationnalisation du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) 2019-2020.

Ce Programme Social du Gouvernement vise à renforcer l'action sociale en faveur des populations les plus défavorisées en vue d'améliorer leurs conditions de vie, à travers une diversité d'interventions leur facilitant notamment l'accès à l'électricité, à l'emploi pour les jeunes, à l'éducation, à la santé, à l'eau potable, etc.

Dans ce cadre, 76 localités ont été connectées au réseau électrique à fin avril 2019. L'objectif étant de connecter, sur la période 2019-2020, 1 838 localités dont 917 en 2019.

Concernant l'employabilité des jeunes, à ce jour, plus de 305 000 opportunités d'emplois ont été identifiées avec des

acteurs du secteur privé et des bailleurs de fonds, notamment dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme et de l'artisanat. En outre, les jeunes auront désormais accès au Fonds d'Appui à l'Insertion des Jeunes pour le financement direct d'Activités Génératrices de Revenus (AGR), des formations qualifiantes complémentaires et de stages. Ce fonds, d'un montant de 20 milliards de FCFA a été logé par l'Etat à la Banque Nationale d'Investissement (BNI). A cela, il convient d'ajouter la simplification des procédures et le raccourcissement à trois mois (03) des délais de traitement des dossiers. Une décentralisation des services et instances de validation des projets est également en cours dans différentes régions du pays. Au total, 201 guichets de l'emploi vont être ouverts bientôt pour couvrir l'ensemble des communes du pays.

A travers le PSGouv, le Gouvernement a également lancé un concours de recrutement de 10 300 enseignants dont 5 300 instituteurs, 2 000 professeurs de collège et 3 000 professeurs de lycée. Cette initiative vise à combler le déficit d'enseignants dans certaines localités de l'intérieur du pays.

S'agissant des infrastructures routières, des travaux de réhabilitation et de bitumage de routes sont en cours. Ils concernent 1 500 km de voies qui permettront d'atteindre 8 000 km de routes revêtues à fin 2020 contre 6 500 km en 2011. Par ailleurs, à fin mars 2019, 11 227 km de routes ont été reprofilés sur les 40.000 prévus en 2019.

En ce qui concerne la lutte contre la cherté de la vie, le Gouvernement a adopté en Conseil des Ministres du mercredi 08 mai 2019, une nouvelle ordonnance relative à la concurrence concernant les produits de grande consommation. Elle vise à préserver

le pouvoir d'achat du consommateur par la réglementation des prix de ces produits.

Par ailleurs, dans le cadre des actions d'appui pour le développement des PME locales, le Gouvernement et la Société Générale de Côte d'Ivoire (SGCI) ont signé, le 20 mai 2019 à Abidjan, une convention d'une durée de quatre (04) ans portant sur un financement de 350 milliards de FCFA au profit de ces entreprises locales. Cet apport devrait permettre aux PME éligibles de bénéficier de financement pour accroître leur capacité de production.

Les PME bénéficieront également d'allègement d'impôt et d'exonération. Il s'agit notamment de la réduction de 25% de l'impôt foncier dû pendant deux (02) années sur les immeubles nouvellement acquis (pour les besoins d'exploitation) et l'exonération de la contribution des patentes sur une période de cinq (05) ans à compter de l'année de création.

En outre, le Gouvernement a conclu la signature de deux (02) conventions avec deux (02) autres banques pour un financement global de 15 milliards de FCFA au profit des commerçants, des artisans et de l'entrepreneuriat féminin.

Réalisations sectorielles à fin mai 2019, comparées à celles de fin mai 2018, Valeurs en FCFA

Secteur réel

L'activité économique nationale est bien orientée, portée par le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire.

Secteur primaire

Orientation favorable de l'agriculture d'exportation

Le secteur primaire a maintenu sa tendance haussière avec la progression des productions de bananes dessert, d'ananas, de sucre, de coton et de cacao (à fin mars 2019) dans l'agriculture d'exportation. Le secteur agricole profite de bonnes conditions climatiques et de la mise en œuvre du deuxième Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2) couvrant la période 2018-2025.

La production de **coton graine** s'est établie à 360 049,2 tonnes, en hausse de 29,5%. Cette progression résulte des effets bénéfiques du zonage industriel démarré lors de la campagne 2017–2018. Grâce à cette réforme, les sociétés cotonnières ont pu accroître les rendements des producteurs par l'amélioration de leurs conditions d'approvisionnement en intrants et au renforcement du dispositif de production et de distribution des semences.

La production de **banane dessert** s'est accrue de 23,6% et s'est hissée à 215 032,3 tonnes. Cette bonne performance s'explique de conditions climatiques favorables, des effets du programme « Mesures d'Appui à la Banane » (MAB) financé par l'Union

Européenne et des nouveaux investissements dans la production.

La production d'**ananas** s'est affichée à 22 012,4 tonnes en progression de 11,2%. Après plusieurs années consécutives de baisse, la production enregistre un rebond cette année du fait d'une meilleure organisation de la filière. En effet, la filière a bénéficié d'un appui à la professionnalisation des coopératives de planteurs, à la redynamisation du système de production de l'ananas en milieu villageois par les coopératives de petits producteurs et à l'amélioration du système de commercialisation de l'ananas.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	5 mois 2018	5 mois 2019	Variation (%)
Cacao*	543 337,0	560 303,4	3,1
Café*	92 374,6	78 707,9	-14,8
Ananas	19 790,2	22 012,4	11,2
Banane	174 034,9	215 032,3	23,6
Coton	278 080,3	360 049,2	29,5
Sucre	111 829,1	112 662,9	0,7
Anacarde	658 551,8	455 071,2	-30,9

Source : DGE, OPA, MINADER

*Production à fin mars 2019

La production de **sucre** s'est raffermie de 0,7% pour atteindre 112 662,9 tonnes après un début d'année en demi-teinte. La filière est confrontée à une surproduction mondiale qui maintient les prix internationaux à un niveau bas, ce qui favorise les importations frauduleuses. Cependant, les entreprises nationales prévoient faire des investissements pour porter la production de 186 647 tonnes en 2018 à 300 000 tonnes en 2023.

Le volume commercialisé d'**anacarde** est ressorti à 455 071,2 tonnes, en baisse de 30,9%. La filière continue de pâtir de la baisse du prix international des amandes qui a entraîné des difficultés de commercialisation des noix de cajou sur le plan local. Aussi, afin d'écouler la production et de garantir un prix rémunérateur aux producteurs, le Gouvernement a signé un contrat de vente avec un grand groupe vietnamien portant sur 200 000 tonnes.

La campagne de commercialisation 2019 de la noix de cajou a démarré le 15 février 2019 avec un prix minimum de 375 FCFA/kg contre 500 FCFA/kg au cours de la campagne précédente. Les acteurs de la filière tablent sur une production de 730 000 tonnes contre 800 000 tonnes antérieurement prévues, en raison d'une situation climatique moins favorable.

A fin mars 2019, la production de **cacao** est ressortie à 560 303,4 tonnes en progression de 3,1%. L'entrée en production de nouvelles exploitations et l'amélioration de la productivité sont à l'origine de cette embellie. Cette tendance haussière devrait se poursuivre au second trimestre, au regard de la hausse des exportations de cacao fèves de 1,6% à fin mai 2019 après avoir accusé une baisse de 2,3% à fin avril 2019.

Le prix bord champ du cacao pour la campagne intermédiaire 2018-2019, démarrée au mois d'avril 2019, est de 750 FCFA, en hausse de 7,1% par rapport à la campagne précédente.

La production de **café** s'est située à 78 707,9 tonnes à fin mars 2019, en baisse de 14,8%. Ce recul proviendrait d'un repli végétatif, après le bon niveau de

production atteint en 2018, et devrait se maintenir sur le reste de l'année. Le prix garanti bord champ du café pour la campagne 2019 reste inchangé à 750 F/Kg.

Secteur secondaire

Hausse de l'activité industrielle

A fin avril 2019, l'activité industrielle a progressé de 5,8%, en lien avec la bonne tenue de la production manufacturière (+4,0%), des industries extractives (+19,3%) et de l'activité de la branche « électricité, gaz et eau » (+5,1%).

Les **activités extractives** ont été impulsées aussi bien par la sous branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel ; activités annexes » (+17,3%), que par les « autres activités extractives » (+55,1%).

Cette évolution positive des industries extractives s'est poursuivie à fin mai 2019.

La production de *pétrole brut* s'est affichée à 5 790,8 milliers de barils, en hausse de 23,6% par rapport à la même période de 2018. Cette progression est le résultat des investissements réalisés pour accroître le rendement des principaux champs, notamment le CI-40 dont la production a augmenté de 43,6%. Toutefois, l'impact des investissements n'est pas encore perceptible au niveau des champs CI-11, CI-26 et CI-27 qui ont vu leur production baisser de 27,0%, 11,4% et 8,3% respectivement.

En effet, l'extraction de *manganèse* s'est accrue de 22,4% pour ressortir à 399 688,0 tonnes à fin mai 2019. Ce redressement de la production, après les replis enregistrés

en début d'année, est lié aux investissements réalisés dans le secteur et à l'exploitation de nouvelles mines.

La production *aurifère* s'est fixée à 10 901,7 kg, en progression de 4,1%. L'or a continué de bénéficier du démarrage des activités d'extraction de l'usine « CIL » de la Société Minière Internationale (SMI) et des retombées des mesures de lutte contre l'orpaillage clandestin.

L'impact de ces bonnes performances a été atténué par la contraction des productions de diamant, de nickel latéritique et de gaz naturel.

La production de *diamant* s'est repliée de 12,1% pour se situer à 2 138,5 carats, en dépit de l'exploitation additionnelle de nouvelles mines artisanales dans la zone de Tortiya.

La production de *nickel latéritique* a atteint 308 027,0 tonnes à fin mai 2019, en régression de 21,9%. La découverte d'un gisement de 60 millions de tonnes de nickel à Samapleu dans le département de Biankouman, permettra de relancer la production minière.

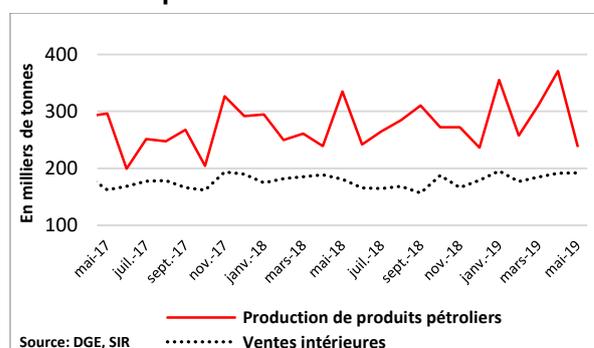
En ce qui concerne la production de *gaz naturel*, elle est ressortie à 886 385 milliers de mètres cubes, en retrait de 6,0% par rapport à mai 2018. Cette baisse est le corollaire de la faible demande des centrales thermiques, dans la mesure où le Gouvernement privilégie l'électricité de source hydraulique qui s'avère abondante et moins onéreuse.

Les **industries manufacturières**, à fin avril 2019, ont profité de la bonne orientation des activités des « industries agroalimentaires et tabac » (+7,2%), des « industries du bois et meubles » (+6,4%),

des « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+1,5%), des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+5,7%) ainsi que de la « fabrication de machines et matériels de tous types » (+2,2%). Par contre, les activités des « industries métalliques » (-23,8%), des « industries textiles et cuir » (-3,8%) et des « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » (-1,8%) se sont contractées.

A fin mai 2019, la production des *produits pétroliers* a progressé de 11,2% pour atteindre 1 532 730,5 tonnes, soutenue à la fois par la consommation intérieure (+3,2%) et les ventes à l'exportation (+32,1%). La hausse de la production de produits pétroliers a concerné notamment le gasoil (+13,7%), le super (+6,9%) et le fuel-oil (+104,9%).

Graphique 1: Production et vente de produits pétroliers



Les activités de production d'« **électricité, gaz et eau** » à fin avril 2019, ont enregistré une hausse de 5,1%, en raison des progressions observées au niveau du « captage, traitement et distribution d'eau » (+8,3%) et de la « production et distribution d'électricité » (+3,9%).

Poursuivant sa tendance haussière, la *production nette d'électricité* s'est établie à 4 528,3 Gwh au terme des cinq (05) premiers mois de l'année 2019, en

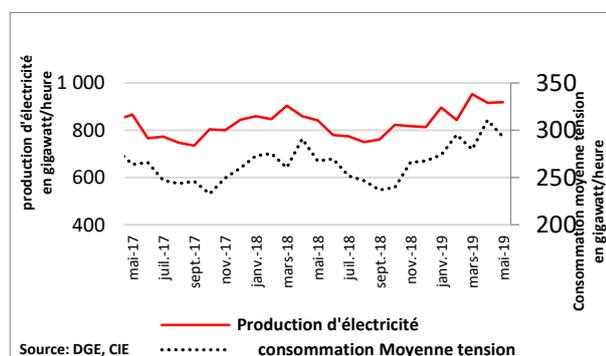
progression de 5,0%. Cette évolution a résulté de la forte croissance de la production de source hydraulique (+59,3%) et de la contraction de celle de source thermique (-8,7%). L'énergie de source thermique a subi le retrait observé au niveau de la majorité des centrales en particulier « VRIDI 1 » (-80,7%), « AZITO ENERGIE » (-11,4%) ainsi que « AGGREKO » (-21,7%), et ce malgré l'augmentation de la centrale « CIPREL » (+4,1%).

S'agissant des ventes d'électricité, elles ont augmenté de 7,8%, soutenues par l'augmentation des ventes intérieures (+9,1%) tandis que les exportations (-0,2%) ont baissé modérément.

Sur le marché intérieur, il a été enregistré l'accroissement à la fois des consommations d'électricité de moyenne tension (+6,4%) et de basse tension (+11,7%).

Cette évolution favorable de la consommation d'électricité de moyenne tension augure du maintien à la hausse de la production industrielle à fin mai 2019.

Graphique 2: Production et consommation d'électricité



Raffermissement du secteur du BTP

Au mois d'avril 2019, le secteur du BTP a enregistré une forte progression de l'indicateur avancé de 24,5% en glissement

annuel. Il a bénéficié de l'accélération de l'exécution des grands projets d'infrastructures.

Ainsi, au terme des quatre premiers mois de l'année, l'indicateur avancé du BTP est ressorti en augmentation de 6,8% contre un accroissement de 0,6% à fin mars 2019. Cette évolution provient des hausses des consommations de « béton » (+22,4%), de « graviers » (+55,8%) et de « sable » (+47,5%). Par contre, les consommations de « bitume » (-15,8%), de « tôles et bacs » (-13,3%), de « câbles et fils électriques » (-8,8%) ainsi que de « ciment » (-0,5%) se sont contractées.

Secteur tertiaire

Bonne tenue du secteur tertiaire dans l'ensemble

Le secteur tertiaire a connu globalement une évolution favorable grâce notamment à la bonne tenue des activités de transport et du commerce de détail, malgré une baisse du chiffre d'affaires des télécommunications.

Dynamisme du commerce de détail

Dans le commerce de détails, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) a progressé de 8,1%, porté par toutes les branches à l'exception des « produits d'équipement du logement » qui se sont contractés de 5,8%.

Ainsi, l'indice du chiffre d'affaires des « produits de l'alimentation » s'est accru de 10,4% grâce aux ventes de « produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture » (+5,7%) et des « autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs » (+10,7%). Par contre,

les ventes de « produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture » (-61,8%) se sont contractées.

Dans les branches « véhicules automobiles, motos et pièces détachées » (+3,0%) et « produits pétroliers » (+7,6%), les ventes ont progressé en lien avec le dynamisme du secteur du transport.

Les ventes de « produits divers » et « produits pharmaceutiques » ont également augmenté de 6,5% et 12,5% respectivement.

Hors produits pétroliers, l'ICA a progressé de 8,6%.

Bonne tenue des activités de transport

Le secteur du transport est bien orienté, soutenu par l'ensemble de ses composantes.

Hausse continue du transport aérien

Le **transport aérien** a conservé son dynamisme au regard du nombre de passagers qui a progressé de 5,5% pour s'afficher à 869 899. Le nombre de passagers commerciaux s'est également accru de 6,3% pour atteindre 781 890.

La croissance du nombre de passagers commerciaux est portée par l'ensemble des destinations à l'exception du trafic vers la CEDEAO qui s'est contracté de 1,0%. Toutefois, le trafic vers l'Afrique a globalement augmenté de 6,3%, porté par l'ensemble des destinations hors CEDEAO qui s'est accru de 8,6%.

Le trafic national a également enregistré une hausse de 52,3% en raison de la remise en service de l'aéroport de San-

Pedro qui était resté fermé pour des travaux durant le premier trimestre de l'année 2018.

Le nombre de passagers à destination et en provenance de l'Europe a également affiché une hausse de 6,2%, porté par la destination France qui a progressé de 6,7%.

Le trafic vers le reste du monde (y compris Amérique du nord) a également progressé de 23,0% du fait de l'ouverture de la ligne directe vers les USA.

S'agissant du fret aérien, il s'est accru de 30,9% tandis que les activités de transit se sont contractées de 4,1%.

Le trafic aérien est dominé par la compagnie AIR CÔTE D'IVOIRE qui a transporté 38,9% passagers commerciaux, soit 304 478. Ce chiffre est en progression de 0,1% par rapport à la période correspondante de 2018.

Consolidation du transport ferroviaire

Le **transport ferroviaire** s'est consolidé au regard du trafic de marchandises qui s'est accru de 2,3% par rapport à la période correspondante de 2018. Cette hausse est due essentiellement au trafic national qui a enregistré un bond de 40,1% atténué par le repli des échanges avec le Burkina Faso (-0,2%).

Croissance soutenue du trafic global dans le transport maritime

Le **transport maritime** a enregistré une progression de 15,4% du trafic global de marchandises du fait des bonnes performances enregistrées sur les ports d'Abidjan et de San-Pedro.

Au **port d'Abidjan**, le trafic global de marchandises a progressé de 13,6% pour atteindre 11 216 939 tonnes, porté à la fois par les exportations (+20,2%) et les importations (+10,4%). Cette bonne performance est attribuable aussi bien au trafic national (+14,0%) qu'aux activités de transit (+6,0%) et de transbordement (+24,3%).

Le dynamisme du trafic national est attribuable à l'ensemble de ses composantes à savoir : les marchandises générales (+5,7%), les produits pétroliers (+60,1%) et les produits de pêche (+135,9%).

Au **port de San-Pedro**, le trafic global de marchandises s'est accru de 25,2% pour atteindre 2 210 889 tonnes. Il a bénéficié de la hausse à la fois des exportations (+30,0%) et des importations (+16,9%). Cette croissance s'est ressentie aussi bien au niveau des activités de transbordement (+7,7%) que des activités hors transbordement (+29,8%).

Consolidation du transport terrestre

Le **transport terrestre** s'est consolidé au regard de la consommation des carburants (gasoil et super) qui s'est accrue de 7,8%, traduisant ainsi le dynamisme de l'activité économique.

Baisse du Chiffre d'affaires dans les télécommunications

Le secteur des télécommunications est marqué par une baisse du chiffre d'affaires global du secteur hors Orange Money de 4,0%. Cette baisse est due essentiellement au chiffre d'affaires des services « voix et SMS » qui s'est contracté de (-11,9%). Toutefois, elle est atténuée par les hausses observées au niveau des chiffres d'affaires

de l'internet mobile (+42,1%) et du mobile money hors orange money (+25,8%).

Hausse modérée des prix à la consommation

En moyenne sur les cinq premiers mois de l'année, les prix à la consommation ont enregistré une légère hausse de 0,7% attribuable au renchérissement des produits alimentaires (+0,7%) et des produits non alimentaires (+0,6%). La hausse contenue des prix des produits alimentaires provient principalement du bon approvisionnement des marchés en produits vivriers.

Léger accroissement des prix des produits énergétiques

L'indice des prix des produits énergétiques a progressé de 0,8% malgré le repli de la composante « électricité, gaz et autres combustibles » de 0,8%.

Accroissement des prix des produits manufacturés

L'indice des prix des produits secondaires s'est élevé de 0,8%, attribuable à un renchérissement des « articles d'habillement » (+1,0%), des « chaussures » (+1,2%), des « meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements » (+2,4%), des « outillages, autres matériels pour la maison et le jardin » (+0,3%), des « appareils ménagers » (+1,4%) et des « biens et services liés à l'entretien courant du foyer » (+0,1%). Seuls les prix des « articles de ménages en textiles » (-0,6%) ont baissé.

Légère progression des prix des services

Les prix des services se sont accrus de 1,3%, portés par les prix des fonctions « loisirs et cultures » (+0,5%), « transports » (+0,7%), « santé » (+0,6%),

« biens et services divers » (+1,5%), « communication » (+0,5%), « enseignements » (+1,5%), « restaurants et hôtels » (+0,3%) et « biens et services divers » (+1,5%).

Les prix de la fonction « santé » ont progressé sous l'impulsion de la hausse des prix des « produits, appareils et matériels médicaux » (+0,3%), des « services hospitaliers » (+0,5%) et des « services ambulatoires » (+1,6%).

L'accroissement des prix de la fonction « loisirs et culture » est consécutif à la progression des prix des « journaux, livres et articles de papeterie » (+1,8%), des « services récréatifs et culturels » (+0,6%) et « autres articles et matériels de loisirs » (+0,3%). Ces hausses ont été atténuées par le repli des prix des « matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'image » (-1,3%) et des « forfaits touristiques » (-4,2%).

Les prix de la fonction « communication » ont augmenté en lien avec ceux des « services postaux » (+0,5%) et des « services de téléphonie et de télécopie » (+0,6%). A l'inverse, les prix des « matériels de téléphonie et de télécopie » (-0,3%) ont reculé.

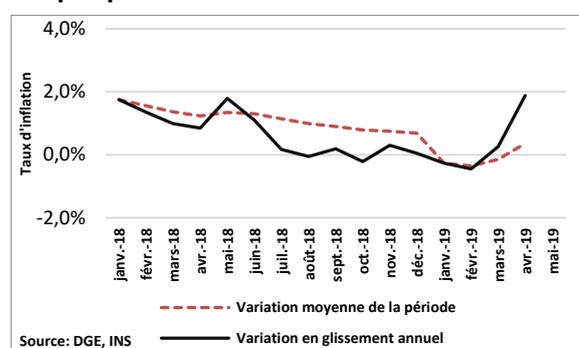
Les prix de la fonction « restaurants et hôtels » se sont raffermis en rapport avec la progression des prix des « services d'hébergement » (+2,3%) et des « services de restauration » (+0,1%).

Le renchérissement des prix de la fonction « transport » est lié à la hausse des prix des groupes « achat de véhicules » (+1,6%), « dépenses d'utilisation des véhicules » (+0,4%) et « services de transport » (+0,8%).

Les prix de la fonction « enseignement » ont progressé du fait de la hausse des prix de l'ensemble des groupes. Les prix de l'« enseignement supérieur » (+1,6%), de l'« enseignement post-secondaire non supérieur » (+2,3%), de « l'enseignement préélémentaire et primaire » (+1,2%) et de l'« enseignement secondaire » (+0,7%) se sont accrus.

En moyenne sur les douze (12) derniers mois, le taux d'inflation s'est situé à +0,7%, largement en dessous de la norme communautaire fixée à 3%.

Graphique 3 : Evolution des taux d'inflation



Hausse des effectifs de salariés dans le secteur formel

Le nombre de salariés dans le secteur formel s'est accru de 5,6% pour s'afficher à 1 044 148 employés, soit 55 458 emplois nets créés en un an, dont 88,7% dans le secteur privé.

S'agissant des créations brutes d'emploi dans le secteur privé formel, le nombre de nouvelles immatriculations s'est affiché à 35 633 contre 36 891 à la même période de 2018. Les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois sont le commerce, l'industrie manufacturière et le secteur du BTP qui représentent respectivement 28,6%, 16,5% et 12,0% des emplois créés.

Finances Publiques

A fin mai 2019, les **finances publiques** ont été caractérisées par une hausse du recouvrement des recettes intérieures et des dépenses totales comparées à la même période de 2018. Les recettes totales et dons se sont situés à 2 049,7 milliards, soit une progression de 60,2 milliards. S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont augmenté de 134,3 milliards pour s'établir à 2 297,8 milliards à fin mai 2019.

Bonne mobilisation des recettes fiscales

L'accroissement des recettes totales et dons par rapport à mai 2018 est dû à une bonne mobilisation à la fois des recettes fiscales intérieures (+54,0 milliards) et des recettes de porte (+21,3 milliards) attribuable au dynamisme de l'activité économique. Le niveau des dons est resté quasiment inchangé.

Le bon niveau de recouvrement des recettes intérieures est imputable aux impôts sur biens et services (+54,8 milliards).

Quant aux recettes de porte, leur progression a résulté de l'effet combiné de l'accroissement des droits et taxes à l'importation (+30,8 milliards) et du recul des droits et taxes à l'exportation (-12,4 milliards).

En ce qui concerne les dons, ils se sont établis à 125,0 milliards, grâce à la mise en œuvre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) conclu avec la France.

Hausse des dépenses totales

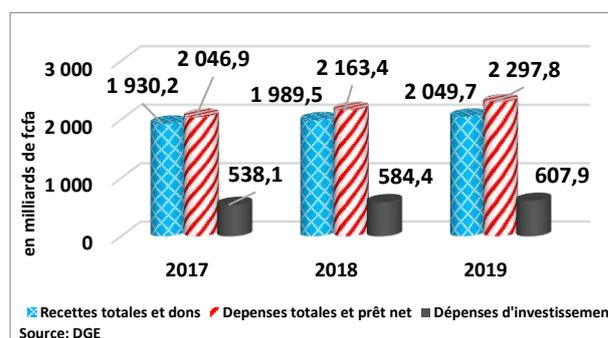
Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 134,3 milliards, comparé à

celui de mai 2018. Ils sont marqués par l'augmentation des dépenses du personnel (+22,7 milliards), des intérêts de la dette (+85,9 milliards), des prestations sociales (+14,4 milliards), des dépenses d'investissement (+23,4 milliards) et des dépenses de sécurité (5,8 milliards). Par contre, les dépenses liées à la souscription au capital (-12,2 milliards) sont ressorties en baisse.

Financement

Il est ressorti de ces évolutions, un solde primaire de base excédentaire de 128,9 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 248,1 milliards. Ce déficit budgétaire a été financé par des ressources mobilisées sur le marché monétaire et financier à hauteur de 741,2 milliards.

Graphique 4 : Indicateurs des finances publiques à fin mai



Echanges extérieurs

Hausse des exportations et des importations

A fin mai 2019, les **échanges extérieurs de marchandises hors biens exceptionnels** ont été caractérisés en valeur par une hausse des exportations (+7,3%) et des importations (+11,6%).

Les **exportations** ont bénéficié de la hausse en valeur des ventes de produits issus de l'agriculture industrielle et d'exportation (+2,0%), de produits de la

première transformation (+20,0%) et de produits miniers (+41,1%).

Les produits de l'« agriculture industrielle et d'exportation » ont profité notamment de la progression en valeur du cacao fèves (+11,6%), de la banane (+16,9%), du café vert (+24,6%), de graines de coton (+52,7%), de graines d'oléagineux (+51,8%), de coton masse (+10,4%) et du caoutchouc (+5,3%).

Concernant les « produits de la première transformation », leur progression en valeur provient essentiellement de la bonne tenue des ventes de cacao transformé (+10,4%), de l'huile de palme (+222,8%) et des « autres produits de la première transformation » (+19,3%). La forte progression de l'huile de palme en valeur est impulsée par la hausse simultanée des prix et des volumes respectivement de 100,8% et de 60,8%.

Quant aux produits miniers, leur hausse en valeur est à l'actif des ventes de pétrole brut (+78,1%), d'or (+14,0%) et de manganèse (+48,9%).

En ce qui concerne les **importations**, elles se sont accrues en valeur sous l'effet d'une hausse des achats de biens de consommation (+10,5%) et des biens intermédiaires (+24,4%). Toutefois, cette progression des importations a été amoindrie par le retrait des achats en valeur de biens d'équipement (-5,8%).

Les importations de biens de consommation ont été impulsées aussi bien par les achats de **produits alimentaires** (+11,2%) que par les « **autres biens de consommation** » (+10,1%). Les produits alimentaires ont profité essentiellement de la hausse en valeur des achats de riz (+16,7%), de blé tendre (+13,2%), de boissons (+12,9%), de

poissons frais (+6,2%) et de « graisses et huiles végétales ou animales » (+89,0%). Quant aux « autres biens de consommation », leur progression en valeur repose essentiellement sur la hausse des factures d'achats de produits pétroliers (+17,1%), de chaussures (+18,2%), d'engins à deux roues (+60,3%), de friperies (+45,6%), de « matières plastiques ou ouvrages en ces matières » (+11,9%), de produits à base d'amidon (+22,5%) et de « produits divers des industries chimiques » (+54,7%).

S'agissant des **biens intermédiaires**, leur hausse en valeur découle de la progression des achats de pétrole brut (+28,4%), d'engrais (+168,2%), de « fer, fonte, acier et ouvrages en fer » (+18,7%), de clinker (+17,8%) et des « autres matériaux de construction » (+43,0%). La forte progression des importations d'engrais en valeur s'explique par la hausse simultanée des volumes (+138,0%) et des prix (+12,7%).

Il ressort de cette structure des échanges extérieurs un solde commercial hors biens exceptionnel excédentaire de 673,9 milliards, en retrait de 6,9% comparativement à celui de mai 2018. Par ailleurs, le taux de couverture des importations par les exportations s'affiche à 125%, soit 5,0 points de pourcentage de moins que fin mai 2018.

Situation monétaire et financière

Correction à la baisse des indices boursiers de référence

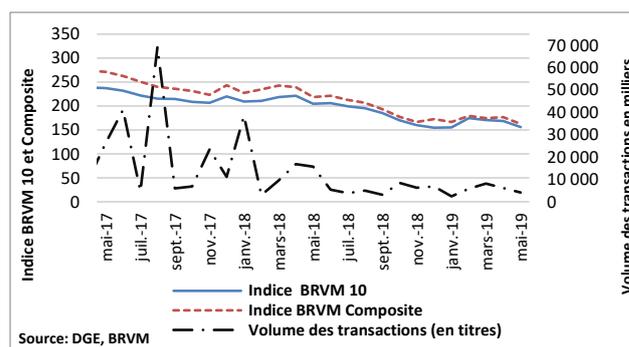
La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été caractérisée par la baisse des indices boursiers de référence et de la capitalisation boursière composite.

Les indices BRVM 10 et BRVM composite se sont repliés respectivement de 22,5% et de 25,9% du fait de la baisse de l'ensemble des indices boursiers sectoriels. Les indices « BRVM- Transport » (-54,3%), « BRVM-Industries » (-49,1%), « BRVM-Agriculture » (-46,9%) et « BRVM-Autres secteurs » (-37,4%) ont connu les reculs les plus marqués.

La capitalisation boursière composite est ressortie à 8 466,7 milliards, soit une baisse de 10,3% en raison du retrait de la capitalisation du marché des actions de 21,0% associé à une hausse de la capitalisation du marché des obligations de 9,7%. Le volume et la valeur transigés se sont contractés respectivement de 67,8% et de 70,3%.

Au mois de mai 2019, la rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est située à un taux de 0,45 %. Quant au taux de rendement moyen, il s'est affiché à 8,59 %. La rentabilité globale moyenne au 31 mai 2019 s'est située à 2,85% avec un PER⁴ moyen de 10,51 et une prime de risque à 3,01 %. Les négociations ont porté sur 73 titres, dont 45 sur le marché des actions et 28 lignes obligataires.

Graphique 5: Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



La baisse tendancielle des principaux indices boursiers s'expliquerait par la désaffection progressive des petits porteurs, la correction des marchés après de fortes hausses entre 2012 et 2015 et un déplacement des liquidités disponibles du marché des actions vers le marché obligataire. Aussi, les responsables de la BRVM ont engagé des actions en vue d'enrayer cette baisse, principalement par la promotion de la place financière à la fois auprès des investisseurs locaux et des investisseurs internationaux.

Hausse des crédits à l'économie

La situation monétaire est caractérisée par un accroissement de la masse monétaire au sens large (M2) en raison de la hausse des créances intérieures combinée à une baisse des actifs extérieurs nets.

La masse monétaire s'est située à 9 890,2 milliards en progression de 9,1% porté par la hausse des créances intérieures (+1 497,4 milliards ; +18,8%) amoindrie par la baisse des actifs extérieurs nets (-644,2 milliards ; -24,1%). Les crédits intérieurs s'accroissent sous l'effet des créances sur l'économie (+10,2% ; +644,6 milliards) et des créances nettes sur

⁴ PER = Price Earning Ratio

l'Administration centrale (+53,0% ; +853,0 milliards).

Les actifs extérieurs nets, qui s'étaient élevés à 2 670,2 milliards à fin mai 2018 du fait de l'émission d'Eurobonds en mars 2018, régressent de 24,1% à fin mai 2019 et atteignent 2 026,0 milliards.

En ce qui concerne l'activité bancaire, il a été enregistré en termes cumulés sur les cinq premiers mois de l'année 2019, une progression des escomptes d'effets de commerce et des dépôts respectivement de 3,0% (+12,4 milliards) et de 1,5% (+12,4 milliards) par rapport à la période correspondante de 2018. Quant aux nouvelles mises en place de crédits ordinaires, elles ont reculé de 2,3% (-46,6 milliards).

Au niveau des nouvelles mises en place de crédits ordinaires, le montant cumulé s'est élevé à 1 968,1 milliards, en recul de 2,3% (-46,6 milliards), en relation avec la diminution des crédits accordés aux « Particuliers » (-135,5 milliards), aux « Autres sociétés » (-81,9 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (-46,6 milliards), aux « Clients divers » (-16,4 milliards), aux « Personnels des banques » (-6,9 milliards) et à la « Clientèle financière » (-6,8 milliards). Ce repli a été atténué par la hausse des montants des crédits octroyés aux « Entreprises individuelles » (+199,2 milliards), aux « Sociétés d'État et EPIC » (+38,7 milliards) et aux « Assurances et caisses de retraite » (+9,9 milliards).

Les effets de commerce et les dépôts ont quant à eux, enregistré des augmentations respectives de 3,0% (+12,4 milliards) et de 1,5% (+12,4 milliards) pour se situer respectivement à 428,5 milliards et à 815,2 milliards.

En ce qui concerne les taux moyens appliqués, celui des nouvelles mises en place de crédits ordinaires s'est accru de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 6,5%. Le taux moyen d'escompte est resté stable à 7,0% et le taux créditeur moyen est resté identique à 4,8%. La durée moyenne des crédits s'est établie à 23,9 mois contre 21,3 mois sur la même période de 2018.

En conclusion, l'activité économique se renforce grâce à l'accélération de l'activité industrielle et du BTP. Par ailleurs, les secteurs primaire et tertiaire maintiennent leur dynamisme. En outre, les prix à la consommation demeurent maîtrisés et le déficit budgétaire contenu.

Cette orientation favorable de l'activité devrait se maintenir sur le reste de l'année grâce à l'exécution des grands projets publics d'infrastructures, la poursuite des investissements dans l'industrie et la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv).

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	oct.-18	nov.-18	dec.-18	Jan.-19	Févr.-19	Mars.-19	Avr.-19	Mai.-19	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	40,6%	3,2%	-11,8%	-14,2%	-2,0%	-0,2%	-1,1%	-7,4%	-5,1%
Cours du cacao	1,8%	2,7%	15,2%	16,0%	6,3%	-12,1%	-11,2%	-13,0%	-4,2%
Cours de l'euro par rapport au dollar US	-2,7%	-3,4%	-4,4%	-6,4%	-8,1%	-8,4%	-8,5%	-5,3%	-7,3%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao*	nc	nc	15,4%	nc	nc	3,1%	nc	nc	nc
Café*	nc	nc	-87,2%	nc	nc	-14,8%	nc	nc	nc
Anacarde	nc	nc	nc	nc	nc	-22,5%	-38,6%	-28,1%	-30,9%
Secondaire									
IHPI global	42,3%	10,7%	-3,3%	7,2%	-2,4%	4,3%	14,5%	nc	nc
IHPI hors extraction	48,3%	10,9%	-5,2%	6,2%	-3,8%	2,9%	11,6%	nc	nc
BTP	6,0%	-5,6%	-4,1%	3,1%	6,5%	-8,2%	24,5%	nc	nc
Production d'électricité	2,4%	2,1%	-3,7%	4,2%	-0,5%	5,3%	6,6%	9,2%	5,0%
Production de produits pétroliers	33,1%	-16,7%	-18,9%	20,6%	3,3%	19,0%	55,0%	-28,7%	11,2%
Pétrole brut	1,7%	11,9%	25,2%	17,3%	12,2%	19,7%	36,9%	32,8%	23,6%
Gaz naturel	-12,2%	-2,1%	-10,3%	-4,4%	-13,3%	-9,4%	2,6%	-5,1%	-6,0%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) ⁵	8,7%	9,0%	6,2%	7,3%	8,4%	0,5%	15,3%	9,6%	8,1%
Trafic global maritime	8,7%	-24,7%	35,8%	18,8%	14,7%	4,7%	25,7%	13,1%	15,4%
Total voyageurs aérien	7,7%	4,4%	7,4%	11,6%	5,7%	8,5%	4,3%	1,5%	6,3%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	19,3%	23,0%	3,4%	0,1%	0,7%	2,3%	2,0%	6,2%	2,3%
Echanges extérieurs⁶									
Exportation en valeur	25,0%	22,4%	0,8%	-1,6%	14,9%	-0,9%	1,6%	28,2%	7,3%
Importation en valeur	7,5%	-0,2%	34,6%	9,0%	12,9%	19,5%	25,3%	-3,4%	11,6%
Solde commercial ⁴	-7,02	187,73	68,14	72,18	171,49	239,00	33,73	157,50	673,89
Financement									
Masse Monétaire (M2)	12,6%	12,6%	13,4%	11,3%	11,3%	9,4%	10,5%	9,1%	9,1%
Actifs Extérieurs nets	9,6%	1,6%	15,3%	-2,5%	-2,2%	-34,3%	-32,0%	-24,1%	-24,1%
Créances intérieures	15,2%	14,2%	12,6%	12,9%	10,9%	23,2%	25,8%	18,8%	18,8%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	20,1%	19,0%	17,0%	9,5%	-0,1%	84,6%	85,8%	53,0%	53,0%
Créances sur l'économie	13,7%	12,7%	11,2%	14,0%	15,2%	10,4%	13,0%	10,2%	10,2%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	2,9%	20,2%	28,8%	6,9%	4,4%	0,0%	23,0%	-18,3%	3,0%
Dépenses totales & Prêts nets	-16,9%	11,4%	2,0%	0,5%	2,0%	26,5%	4,9%	-4,5%	6,2%
Investissement public	-17,6%	13,0%	-26,2%	28,5%	1,3%	25,8%	-9,7%	18,5%	4,0%
Solde budgétaire global ⁷	-59,71	-88,49	-199,16	97,05	-145,31	-112,17	-46,10	-41,54	-248,1
Prix à la consommation									
IHPC ⁸	0,9%	0,8%	0,6%	0,8%	0,3%	0,6%	0,7%	0,8%	0,7%

Direction Générale de l'Economie

Direction des Prévisions, des Politiques
et des Statistiques Economiques (DPPSE)

Tel: (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

⁵ : Indice du chiffre d'affaire base 100 : 2013⁶ : Hors biens exceptionnels⁷ : Niveau en milliards de FCFA⁸ : Données trimestrielles

8 : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

nc : non concerné

nd : non disponible

Pour en savoir plus :

Sous-direction de la
ConjonctureEmail : sd.c.dppse@dge.gouv.ci

Tel : (+225)20200924/20200925

Sous-direction de la Conjoncture

Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci Tel : (+225)20200924/20200925